

« Les présidents de la République en France et en Italie : politique, histoire, communication (1946-2013) »

(Fondation de la Maison de l'Italie, 17 septembre 2013)

Marion Morellato

Le 17 septembre 2013 s'est tenue à la Maison d'Italie, à Paris, une journée d'études dédiée aux « Présidents de la République en France et en Italie : politique, histoire, communication (1946-2013) », organisée par Roberto Giaccone, directeur de la Fondation Maison d'Italie et soutenue par l'Università degli Studi della Tuscia (Viterbe), le Centro Studi sull'Europa Mediterranea (Viterbe), le Centre d'histoire de Sciences Po, en collaboration avec l'Archivio Storico della Presidenza della Repubblica (ASPR, Rome) et les Archives nationales de France. Cette journée a été organisée à l'occasion de l'ouverture de l'exposition historique, documentaire et multimédia « Les présidents de la République : les Communes, l'Italie, l'Europe (1946-2013) » mise en place par la Maison de l'Italie en collaboration avec l'Università degli Studi della Tuscia (Viterbe).

L'ambassadeur d'Italie en France, Giandomenico Magliano, a inauguré cette journée en rappelant l'enjeu des études comparatives entre la France et l'Italie et de la méthode des « contrastes dramatiques¹ », ici appliquée aux présidents de la République, pour comprendre les similitudes et les divergences entre les deux pays. La parole a ensuite été donnée aux archivistes italiens et français, sous la présidence d'Agnès Magnien (directrice des Archives nationales de France) pour dresser le tableau de l'état des archives présidentielles dans les deux pays. Paola Carucci (surintendante de l'Archivio Storico della Presidenza della Repubblica) et Jean-Charles Bédague (conservateur aux Archives nationales de France) ont présenté la composition des archives présidentielles, leur évolution et leur accessibilité. Leurs interventions ont mis en relief la construction progressive depuis 1945, dans les deux pays, de protocoles visant à rationaliser la collecte des documents. En Italie, les présidents de la République successifs se sont évertués à réorganiser les services et les bureaux du Quirinal, ce qui n'a pas empêché une certaine continuité dans l'exercice des fonctions. Quant aux archives françaises, elles présentent une évolution plus régulière, marquée par l'instauration d'un protocole pour faire entrer les documents aux Archives nationales par Valéry Giscard d'Estaing. Les deux intervenants ont insisté sur l'accessibilité, souvent ignorée, de ces archives mais ils ont également montré que les pratiques des deux pays se rejoignent dans la tendance des principaux organismes composant la Présidence à emporter avec eux des

¹ Comparer deux choses apparemment opposées pour faire ressortir les divergences et ressemblances.

documents – notamment les plus personnels, ou ceux concernant les affaires internes – à la fin du mandat. Les communications de Manuela Cacioli (Archivio Storico della Presidenza della Repubblica) et d'Évelyne van den Neste (conservateur en chef à la présidence de la République) ont abordé les archives de manière plus précise : la première a retracé toute l'histoire des visites présidentielles en Italie de Luigi Einaudi à Giorgio Napolitano, montrant les évolutions dont témoignent les archives sur ce point. La seconde s'est penchée sur le travail concret d'archiviste des documents présidentiels : une grande diversité d'interlocuteurs, des pratiques propres à chaque présidence produisant des archives plus ou moins bien fournies. Enfin, Évelyne van den Neste a insisté sur les enjeux liés aux nouvelles technologies : suppression des brouillons des discours et des e-mails par exemple. La mise en regard de ces quatre interventions a donc été particulièrement opportune en faisant état de ce que sont concrètement les archives nationales présidentielles, de l'évolution des pratiques dans ce domaine.

Dans un deuxième temps, sous la présidence de Marc Lazar (Sciences Po), la parole a été donnée aux historiens qui se sont intéressés au rôle et à l'évolution de la fonction présidentielle dans l'histoire institutionnelle des deux pays, en s'interrogeant sur les différentes ruptures ayant marqué cette évolution. Jean-François Sirinelli (Centre d'histoire de Sciences Po) a montré qu'au-delà de l'efficacité réelle d'une fonction institutionnelle, c'est la perception qu'en a l'opinion publique qui compte vraiment et qui permet de glisser du cadre de la légalité à celui de la légitimité. L'histoire institutionnelle ne saurait faire l'économie d'une approche culturelle² permettant de mettre en évidence le terreau social dans lequel s'insère, ou non, un régime politique. C'est dans un contexte particulièrement favorable (les effets de la croissance économique ne sont perçus qu'à partir de la fin des années 1950) et *parce que c'était lui* que le général de Gaulle a pu imposer l'élection du Président au suffrage universel direct. La longueur des mandats et le contexte de croissance ou de crise économique doivent donc, tous les deux, être pris en compte pour comprendre l'influence d'un chef d'État sur l'histoire de son pays. Puis Alessandro Giaccone (université de Grenoble) a mis en regard la transition entre la IV^e et la V^e Républiques françaises, et celle entre la « I^{ère} et la II^e Républiques » italiennes, en analysant plus précisément les faiblesses de cette dernière sur le plan institutionnel. Il a montré qu'à bien des égards les événements du début des années 1990 constituent une évolution radicale mais non une rupture dans l'histoire institutionnelle italienne. Rupture qui a permis *a contrario* de faire émerger la figure du président de la République italien comme facteur fondamental de la stabilité des institutions. En effet, en France, le changement de République est clair : le pays se dote d'une nouvelle Constitution. En Italie, on ne trouve que des réformes institutionnelles (élection au suffrage universel des présidents de région et des maires, nouveau scrutin à la fois majoritaire et proportionnel pour les élections législatives). D'aucuns définissent la « II^e République » comme le « *ventennio berlusconiano*³ », alors que, justement, les

² Voir Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire culturelle de la France*, Paris, Éditions du Seuil, 2005 (1^{re} édition 1997-1998), 4 vol.

³ Référence au « *ventennio fascista* », période de vingt ans au cours de laquelle Mussolini a régné sur l'Italie. Concernant Silvio Berlusconi, on pourrait éventuellement parler de décennie berlusconienne, mais difficilement d'un règne de vingt ans.

partis politiques alternent au pouvoir de manière beaucoup plus régulière depuis 1994 et l'écroulement de la démocratie chrétienne. En revanche, Giorgio Napolitano a été réélu à la tête de l'État, selon les mêmes modalités que Luigi Einaudi en 1948, et il bénéficie des mêmes prérogatives. Il est d'ailleurs remarquable qu'aucun président depuis 1993 n'a revendiqué son appartenance à une « II^e République », bien au contraire – contrairement aux présidents français après 1958. Ces deux interventions ont montré que c'est dans la durée que s'inscrit l'influence du chef de l'État. Et si, en France, son action n'est pas à surestimer puisque le bilan d'un mandat dépend beaucoup du contexte socio-économique dans lequel il s'insère, les prérogatives dont bénéficient les présidents italiens sont plus étendues que ce que l'observateur non averti pourrait croire.

Enfin, l'après-midi, sous la présidence de Maurizio Ridolfi (Università della Tuscia) a été consacrée à la communication politique et à l'image médiatique des présidents de la République des deux pays. Raffaello Doro (doctorant à l'Università della Tuscia) s'est intéressé aux discours, aux images et aux représentations des chefs de l'État italiens, en relevant la personnalité politique de chacun. Ensuite, Luciano Cheles (université de Poitiers) a analysé les photographies présidentielles françaises et italiennes et les dernières affiches de campagne françaises. Ces deux communications complémentaires ont mis en évidence la diversité des stratégies comme le rapport de chaque président aux médias et à leur image publique. Dans l'ensemble, les portraits italiens témoignent d'une certaine insensibilité à l'image visuelle. Les couleurs n'arrivent qu'en 1985, soit vingt-cinq ans après la France, les photographies sont extrêmement dénudées, et l'on n'attache pas d'importance à leur auteur (celle de Sandro Pertini a été réalisée par son fils). C'est donc tout l'inverse des chefs d'État français qui s'appliquent à choisir le photographe et le décor. Le support visuel apparaît aux présidents français comme un outil essentiel pour se démarquer de leurs prédécesseurs et affirmer leurs singularités, tandis que les présidents italiens l'utilisent comme un moyen de se placer dans la continuité d'une fonction présidentielle s'inscrivant dans une durée qui dépasse celle de leur mandat. À l'inverse, c'est par le support audio et audiovisuel que les présidents italiens entendent affirmer leur personnalité, là où, en France, on observe une relative homogénéité. Ainsi, Luigi Einaudi s'est présenté en grand-père modèle, Sandro Pertini a noué un rapport plus direct avec les médias en employant un langage moins formel et plus incisif, enfin Giorgio Napolitano a cherché à atteindre les réseaux sociaux. La durée des discours télévisés était à elle seule un élément de communication : le discours télévisé le plus court de l'histoire est celui de Francesco Cossiga pour la fin d'année 1991 (3 minutes), moment où il est mis en accusation pour son implication dans *la Gladio*⁴.

La journée s'est achevée par une table ronde, sous la présidence de Sante Cruciani (Università della Tuscia), à laquelle ont participé Sofia Ventura (Università di

⁴ Réseau italien des *stay-behind*, structure regroupant des armées secrètes dans l'ensemble de l'Europe occidentale, créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par la CIA et le MI6 pour parer à une menace d'invasion soviétique. C'est Giulio Andreotti qui révèle publiquement son existence le 24 octobre 1990. Les polémiques à propos de l'implication du Président Cossiga conduisent ce dernier à démissionner le 28 avril 1992.



Histoire@Politique. Politique, culture, société – Rubrique « Comptes rendus – journées d'études ».
Mis en ligne le 9 décembre 2013, www.histoire-politique.fr

Bologna), Marc Lazar, Dominique Reynié (Sciences Po) et Maurizio Ridolfi. La discussion a permis de pousser plus avant l'analyse des similitudes et des différences entre la fonction présidentielle en France et en Italie, et d'appréhender les récentes évolutions de la politique italienne à la lumière de l'ensemble de ces éléments (Giorgio Napolitano étant le premier président italien dont le mandat est reconduit, et le parcours politique de Silvio Berlusconi semble toucher à sa fin).